

# I- GENERALITES SUR LES SOCIETES COMMERCIALES

## DEFINITIONS ET CARACTERISTIQUES

### 1.1 DEFINITIONS D'UNE SOCIETE COMMERCIALE

### 1.2 CARACTERISTIQUES DES SOCIETES COMMERCIALES

## 2 CLASSIFICATION DES SOCIETES COMMERCIALES

### 2.1 LES SOCIETES DE PERSONNES

### 2.2 LES SOCIETES DE CAPITAUX

## **II- CONSTITUTION DES SOCIETES COMMERCIALES**

- 1. LE CADRE COMPTABLE**
- 2. CONSTITUTION DE LA SNC**
- 3. CONSTITUTION DE LA SARL**
- 4. CONSTITUTION DE LA SA**

## **III AFFECTATION DES RESULTATS**

- 5. DANS LES SOCIETES DE PERSONNES**
- 6. DANS LES SOCIETES DE CAPITAUX**

# I- GENERALITES SUR LES SOCIETES COMMERCIALES

## DEFINITIONS ET CARACTERISTIQUES

- **DEFINITIONS D'UNE SOCIETE COMMERCIALE**

- Selon l'article 4.1 Acte Uniforme sur les sociétés commerciales et du GIE «La société commerciale est créée par deux ou plusieurs personnes qui conviennent, par un contrat, d'affecter à une activité des biens en numéraire ou en nature, dans le but de partager le bénéfice ou de profiter de l'économie qui pourra en résulter. Les associés s'engagent à contribuer aux pertes dans les conditions prévues par l'Acte uniforme. La société commerciale doit être créée dans l'intérêt commun des associés.»

Au terme de l'article 5 de l'AUSCG la société commerciale peut être également créée, dans les cas prévus par le présent Acte uniforme, par une seule personne, dénommée " associé unique ", par un acte écrit.

Il peut en être ainsi dans les deux types de sociétés suivants:

- La Société Anonyme (SA) : dans ce cas on parlera de SA avec actionnaire unique ;
- La Société à Responsabilité Limitée (SARL) : on parlera de Société Unipersonnelle A Responsabilité Limitée (SUARL).

Le caractère commercial d'une société est déterminé par sa forme ou par son objet.

Sont commerciales à raison de leur forme et quel que soit leur objet, les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple, les sociétés à responsabilité limitée et les SA.

## 1.2 LES CONDITIONS DE CONSTITUTION DES SOCIETES COMMERCIALES

Comme tout contrat, la société pour être valable, doit respecter un certain nombre de conditions. On distingue :

## 1.2.1 Les conditions de fond

- **affectio societatis** : qui résulte de la volonté de tous les associés de collaborer ensemble et sur un pied d'égalité à la poursuite de l'œuvre commune.
- **L'objet social** : constitué par l'activité que la société entend entreprendre. Cette activité doit être licite.
- **Le capital et la forme**
- **Les apports**
  - les apports en numéraire ;
  - les apports en nature ;
  - les apports en industrie ;

- **La participation des associés aux bénéfices et aux pertes ;**
- **Le siège social :** en plus de l'indication de la boîte postale, il doit être localisé par une adresse ou une indication géographique)
- **Dénomination sociale :** qui doit être précédée ou suivie immédiatement en caractères lisibles de l'indication de la forme de la société, du montant de son capital, de l'adresse de son siège social et de la mention de son immatriculation au RCCM.
- **La capacité juridique et le pouvoir des associés;**

Toute personne physique ou morale peut être associée dans une société commerciale lorsqu'elle ne fait l'objet d'aucune interdiction, incapacité ou incompatibilité visée notamment par l'Acte Uniforme portant sur le Droit Commercial Général.

Les mineurs et les incapables ne peuvent être associés d'une société dans laquelle ils seraient tenus des dettes sociales au delà de leurs apports.

Deux époux ne peuvent être associés d'une société dans laquelle ils seraient tenus des dettes sociales indéfiniment ou solidairement.

## **1.2.2 Les conditions de forme**

L'établissement des statuts (**Acte de société, contrat de société**)

Les statuts énoncent :

- 1°) la forme de la société ;
- 2°) sa dénomination suivie, le cas échéant, de son sigle ;
- 3°) la nature et le domaine de son activité, qui forment son objet social ;
- 4°) son siège ;
- 5°) sa durée ;
- 6°) l'identité des apporteurs en numéraire avec, pour chacun d'eux, le montant des apports, le nombre et la valeur des titres sociaux remis en contrepartie de chaque apport ;

- 7°) l'identité des apporteurs en nature, la nature et l'évaluation de l'apport effectué par chacun d'eux, le nombre et la valeur des titres sociaux remis en contrepartie de chaque apport ;
- 8°) l'identité des bénéficiaires d'avantages particuliers et la nature de ceux-ci ;
- 9°) le montant du capital social ;
- 10°) le nombre et la valeur des titres sociaux émis, en distinguant, le cas échéant, les différentes catégories de titres créées ;
- 11°) les stipulations relatives à la répartition du résultat, à la constitution des réserves et à la répartition du boni de liquidation ;
- 12°) les modalités de son fonctionnement

- Immatriculation de la société au registre du commerce et du crédit mobilier
- La publicité :
  - Insertion dans un journal d'annonce légale de la nouvelle de la création de la société.
  - Dépôt des statuts aux greffes du tribunal régional.
- Déclaration de régularité et de conformité ou déclaration notariée de souscription et de versement
- La formalité administratives diverses telles les déclarations d'existence aux administrations fiscales, répertoire national des entreprises ;

## 2 CLASSIFICATION DES SOCIETES COMMERCIALES

On distingue deux grandes catégories de société :

### 2.1 LES SOCIETES DE PERSONNES

Les sociétés de personnes sont celles dans lesquelles la personnalité de l'associé est déterminante dans la formation du contrat de société.

On distingue 2 types de sociétés de personnes :

- **2.1.1 La Société en Commandite Simple (SCS)**  
**Article 293**
- La société en commandite simple est celle dans laquelle coexistent un ou plusieurs associés indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales dénommés " associés commandités ", avec un ou plusieurs associés responsables des dettes sociales dans la limite de leurs apports dénommés " associés commanditaires " ou " associés en commandite ", et dont le capital est divisé en parts sociales.

Ainsi, on rencontre dans cette société deux types d'associés :

- ✂ Une ou plusieurs personnes sont indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales (**associés commandités**)
- ✂ Et une ou plusieurs personnes ne sont responsables qu'à hauteur de leurs apports (**associés commanditaires**).

### 2.1.1 La Société en Nom Collectif (SNC) Article 270

- ✂ La société en nom collectif est celle dans laquelle tous les associés sont commerçants et répondent indéfiniment et solidairement des dettes sociales.
- ✂ Le capital social est divisé en parts sociales de même valeur nominale et aucun minimum n'est exigé à la constitution.

- ✂ La cession des parts par un associé n'est possible qu'avec le consentement unanime de tous les associés.
- ✂ Elle est gérée par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, associés ou non.

## **2.2 LES SOCIETES DE CAPITAUX**

Ce sont les sociétés dans lesquelles l'apport de capitaux prime sur la personnalité de l'associé. On distingue :

### **2.2.1 La Société à Responsabilité Limitée (SARL)** **Article 309**

- ✂ La société à responsabilité limitée est une société dans laquelle les associés ne sont responsables des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports et dont les droits sont représentés par des parts sociales.

Elle peut être constituée par une personne physique ou morale, ou entre deux ou plusieurs personnes physiques ou morales.

- Le capital social doit être au minimum égal à 1000 000 FCFA divisé en parts sociales d'une valeur minimale de 5000 FCFA.
- Les apports en nature d'une valeur globale supérieure à 5 Millions doivent être obligatoirement évalués par un commissaire aux apports. Les fonds en numéraire doivent être obligatoirement déposés chez le notaire ou en banque jusqu'à l'immatriculation de la société au RCCM.

▪

- Ces apports doivent être entièrement libérés au moment de la constitution.
- La perte des capitaux propres de sorte qu'ils soient inférieurs à la  $\frac{1}{2}$  du capital social entraîne la dissolution de la SARL

### **2.2.2 La Société Anonyme (SA) : Article 385**

- ✂ La société anonyme est une société dans laquelle les actionnaires ne sont responsables des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports et dont les droits des actionnaires sont représentés par des actions.

La société anonyme peut ne comprendre qu'un seul actionnaire.

- ✂ Le capital social doit être au moins égal à 10 000 000 FCFA divisé en actions d'une valeur minimale de 10 000 FCFA.
- ✂ Les apports en nature et/ou les avantages particuliers doivent être évalués par un commissaire aux apports.
- ✂ Les actions souscrites en numéraire dans les SA doivent être libérées d'  $\frac{1}{4}$  (un quart) de leur valeur nominale au moins à la constitution de la société ; le solde devant être libéré dans un délai de 3 ans à compter de l'immatriculation de la société en une ou plusieurs fois sur décision du conseil d'administration

- La société anonyme est dissoute pour les causes communes à toutes les sociétés dans les conditions et sous les effets prévus aux articles 200 à 202 du présent Acte uniforme.
- La société anonyme est également dissoute, en cas de perte partielle d'actifs dans les conditions fixées aux articles 664 à 668 du présent Acte uniforme

## NB :

Il existe deux autres types de sociétés selon l'acte uniforme :

- **La Société en participation (SP) Article 854**
- La société en participation est celle dans laquelle les associés conviennent qu'elle ne sera pas immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier et qu'elle n'aura pas la personnalité morale. Elle n'est pas soumise à publicité.
- L'existence de la société en participation peut être prouvée par tous moyens.

- ✂ lorsque les associés conviennent qu'elle ne sera pas immatriculée au RCCM ; donc pas de personnalité juridique et pas de publicité.
- Les associés conviennent librement de l'objet, de la durée, des conditions du fonctionnement, des droits des associés, de la fin de la société en participation sous réserve de ne pas déroger aux règles impératives des dispositions communes aux sociétés, exception faite de celles qui sont relatives à la personnalité morale.
- A moins qu'une organisation différente n'ait été prévue, les rapports entre associés sont régis par les dispositions applicables aux sociétés en nom collectif.

- La société en participation est dissoute par les mêmes événements qui mettent fin à la société en nom collectif.
- Les associés peuvent toutefois convenir dans les statuts ou dans un acte ultérieur que la société continuera en dépit de ces événements

### - **La société de fait (SF) Article 864**

- Il y a société de fait lorsque deux ou plusieurs personnes physiques ou morales se comportent comme des associés sans avoir constitué entre elles l'une des sociétés reconnues par le présent Acte uniforme.

- Lorsque deux ou plusieurs personnes physiques ou morales ont constitué entre elles une société reconnue par le présent Acte uniforme mais n'ont pas accompli les formalités légales constitutives ou ont constitué entre elles une société non reconnue par le présent Acte uniforme, il y a également société de fait.
- L'existence d'une société de fait est prouvée par tout moyen
- Lorsque l'existence d'une société de fait est reconnue par le juge, les règles de la société en nom collectif sont applicables aux associés.

## **La société prend fin :**

- 1°) par l'expiration du temps pour lequel elle a été constituée ;
- 2°) par la réalisation ou l'extinction de son objet ;
- 3°) par l'annulation du contrat de société ;
- 4°) par décision des associés aux conditions prévues pour modifier les statuts
- 5°) par la dissolution anticipée prononcée par la juridiction compétente, à la demande d'un associé pour justes motifs, notamment en cas d'inexécution de ses obligations par un associé ou de mésentente entre associés empêchant le fonctionnement normal de la société ;
- 6°) par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation des biens de la société ;
- 7°) pour toute autre cause prévue par les statuts.

## **II- CONSTITUTION DES SOCIETES COMMERCIALES**

### **LE CADRE COMPTABLE**

**101** : Capital social

**1011** : Capital, souscrit non appelé

**1012** : Capital, souscrit appelé non versé

**1013** : Capital, souscrit appelé et versé

**109** : Actionnaire, capital souscrit non appelé

**211** : Frais de constitution

**22** : Terrains

**23** : Immobilisations

**24** : Matériels

**31** : Marchandises

**401** : Fournisseurs

**402** : Fournisseurs, effets à payer

**411** : Créances clients

**46** : Associés et groupes

**4611** : Associés, apports en nature  
**4612** : Associés apports en numéraire  
**4613** : Actionnaire, capital souscrit appelé non versé  
**4614** : Associés, capital appelé non versé  
**4621** : Associés, compte courant  
**4711** : Débiteurs divers (notaire)  
**488** : Autres créances HAO  
**491** : Dépréciation du compte client  
**521** : Banque  
**571** : Caisse  
**627** : Frais de publicité  
**6324** : Honoraires  
**64** : Droits d'enregistrement

## 2-LE SCHEMA D'ENREGISTREMENT COMPTABLE

Les enregistrements comptables débutent à l'exécution d'opérations affectant le patrimoine de la société en création ou déjà créée.

Il s'agit :

- De l'engagement des actionnaires,
- Des appels de fonds pour la libération des actions souscrites,
- Des encaissements de fonds,
- Des frais engagés pour la création (frais de notaires, droits d'enregistrement...) pris en charge directement par la société ou par un des futurs associés.

### Constatation de la promesse d'apport

<b>4611</b>		Associés, apport en nature	<b>X</b>	
<b>4612</b>		Associés, apport en numéraire	<b>Y</b>	
<b>109</b>		Associés, capital souscrit non appelé	<b>Z</b>	
		Capital souscrit non appelé		<b>Z</b>
	<b>1011</b>	Capital souscrit appelé non versé		<b>X+Y</b>
	<b>1012</b>	# Promesse d'apport		

## Réalisation de la promesse d'apport

.....		Divers comptes d'actif	.....	
	4611	Associés, apport en nature		X
	4612	Associés, apport en numéraire		Y
	.....	Divers comptes de passif		.....
		# Libération des apports		

### 3-FRAIS DE CONSTITUTION

La constitution d'une société entraîne des charges diverses que sont :

3.1 Frais de publicité

3.2 Frais d'actes du notaire

3.3 Droits d'enregistrement dont le mode de calcul se présente comme suit :

#### **Calcul des droits d'enregistrements**

Les droits d'enregistrement comprennent :

- le droit d'apports ordinaires,
- la surtaxe immobilière
- le droit de mutation.

Les montants de ces différents droits sont déterminés en fonction des trois catégories d'apports distingués en matière fiscale. Ce sont :

- les apports à titre pur et simple : apports contre lesquels l'associé reçoit uniquement des droits sociaux représentatifs du capital.

- ▮ les apports à titre onéreux : apports qui sont soustraits des risques sociaux. La société rachète alors le bien par le versement d'une somme ou la constatation d'une dette inscrite au passif du bilan.
- ▮ Les apports mixtes : sont des apports qui sont en partie à titre pur et simple et en partie à titre onéreux.

### ➤ **Le droit d'apport ordinaire (DAO)**

Le droit d'apport ordinaire est perçu sur les apports purs et simples et le code des impôts (article 490) fixe le taux à 1% du montant total des apports et à 25 000 FCFA lorsque le capital est au plus égal à 10 millions.

## ➤ **La surtaxe immobilière**

Le taux est de **3%** prélevé sur la valeur nette des apports immobiliers. Cette surtaxe n'est due que sur les apports pure et simple immobiliers.

## ➤ **Le droit de mutation**

Il est calculé sur les **apports à titre onéreux** dont les opérations sont assimilées à des mutations à titre onéreux ou de vente de biens et ces derniers sont taxés selon leur nature.

Si le prix consiste à payer le passif grevant le bien apporté, la taxation aura pour assiette l'intégralité de ce passif.

Le droit de mutation à titre onéreux varie selon la nature des biens apportés :

- Immeuble taxé au taux de 15 % ;
- Meuble taxé au taux de 10 % ;
- ▢ Fonds de commerce taxé au taux de 15 % ;
- Droit au bail taxé au taux de 15 % ;
- ▢ Les actions, parts d'intérêt sont taxés au taux de 4 % ;
- ▢ - Les obligations négociables des sociétés, collectivités publiques et établissements publics sont taxées au taux de 5 % ;
- ▢ La cession de créances est taxée au taux de 1 % ;
- Véhicule neuf (2%), véhicule d'occasion (5%) sur la dernière valeur parue au journal officiel.

## Remarque

Les marchandises neuves apportées en même temps que les autres éléments du fonds de commerce peuvent bénéficier du régime de faveur de 2% à condition qu'elles soient estimées article par article dans un état détaillé et distinct avec un prix particulier. A défaut, elles seront taxées au taux de 15%.

Quant aux apports mixtes, ils sont taxés au droit d'apports ordinaire et éventuellement à la surtaxe immobilière pour leur parties pure et simple, celle rémunérant les droits sociaux et au droit de mutation à titre onéreux sur la partie résultant d'un paiement d'une somme ou de la prise en charge d'un passif rapporteur

## **Enregistrement des frais de constitution**

627		Publicité		
6324		Honoraires		
646		Droits d'enregistrements		
445		TVA récupérable		
	4711	Débiteur divers (notaire)		
		(constatation des charges)		
		-----		
2011		Frais de constitution		
	781	Transfert de charges (immobilisation des charges)		
		-----		
		Dotation aux amortissement d'exploitation		
681		Frais de constitution (Amortissements des charges immobilières )		
	2011			



## Cas d'application 1.

Soit la société SALMA constituée par M. DIOP, M. BA et M. WADE :

- M. DIOP apporte un immeuble évalué à 30 000 000 FCFA
- M. BA apporte du matériel et mobilier de bureau évalués à 15 000 000 FCFA
- M. WADE apporte des numéraires d'un montant de 20 000 000 FCFA

TAF :

Déterminer les droits d'enregistrements dus.

## Cas d'applications 2

Soit la société SALMA constituée par M. Diop, M. Ba et M. Wade le 01/03/N :

M. Diop apporte un immeuble évalué à 30 000 000 F avec une hypothèque sur l'immeuble de 5 000 000 F.

M. Ba apporte du matériel et mobilier de bureau d'une valeur de 15 000 000 F avec un gage de 2 000 000 F.

M. Wade apporte des numéraires d'un montant de 20 000 000 F.

Les fonds sont portés devant le notaire qui après constitution, décompte des frais et droits établis comme suit :

Droits d'enregistrement : à déterminer ;

Honoraires : 800 000 F, TVA 18 % récupérable ;

Frais de publicité : 118 000 F dont TVA 18 % récupérable.

TAF :

1. Calculez les droits d'enregistrements
2. Passez les écritures au 01/03/N et au 31/12/N avec un taux d'amortissement des frais de constitution de 5ans.

### **Cas d'application 3.**

Supposons maintenant que la société SALMA soit constituée par M. Diop, M. Ba et M. Wade avec les apports suivants:

M. Diop apporte un immeuble évalué à 30 000 000 F avec une hypothèque sur l'immeuble de 5 000 000 F.

M. Ba apporte un fonds de commerce composé des éléments suivants : fonds commercial, clientèle, enseigne, achalandage, matériel et mobilier de bureau d'une valeur totale de 27 000 000FCFA.

NB : Ce fonds de commerce à été apporté en garanti de ses emprunts auprès de la BICIS pour un montant de 10 000 000FCFA.

M. Wade apporte un véhicule neuf qu'il vient d'acquérir pour un montant de 13 000 000FCFA et la société s'engage à rembourser le reliquat de 7 000 000FCFA dus au concessionnaire.

**TAF :**

Déterminer les droits d'enregistrements dus.



## Affectation des résultats :

### Schéma dans les sociétés de capitaux (SA,SARL)



### CADRE COMPTABLE

#### 11 Réserves

##### 111 Réserve légale

##### 112 Réserve statutaire ou contractuelle

##### 113 Réserves réglementées

##### 118 Autres réserves

###### 1181 Réserves facultatives

###### 1188 Réserves diverses.

## 12 REPORT A NOUVEAU

121 Report à nouveau créditeur

129 Report à nouveau débiteur

## 13 RESULTAT NET DE L'EXERCICE

130 Résultat en instance d'Affectation

1301 Résultat en instance d'Affectation : bénéfice

1309 Résultat en instance d'Affectation : perte

131 Résultat Net : Bénéfice

139 Résultat Net : perte

## 46 ASSOCIES ET GROUPE

462 Associés, Compte courants

465 Associés, dividendes à payer

## 1 . Généralités

La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun en vue de partager le bénéfice qui en résulterait. La perte est généralement reportée à nouveau (129 à 139). Le bénéfice peut être conservé au sein de l'entreprise, soit distribué aux associés. La part distribuée aux Associés le sera sous forme de Dividende. La part mise en réserve, aura pour effet de consolider la surface financière de l'Entreprise. Elle donne aux créanciers, plus de sécurité. Les statuts prévoient les modalités de répartition des bénéfices.

## 2- Aspects juridiques

### 2-1 Part mise en Réserve

La réserve est une ressource prélevée sur le Bénéfice. Les réserves accroissent les capitaux propres et comprennent celles dites légales (dans un souci de protection des créanciers dans la mesure où la responsabilité des associés est limitée à leurs apports), réglementées, statutaires et les réserves libres ou facultatives.

- ▮ La réserve légale est destinée à constater l'obligation annuelle d'alimentation ou de constitution d'un fonds de réserves, en application de dispositions juridiques régissant certains types de sociétés (SA,SARL). Cette réserve peut également être constituée par prélèvement sur toute réserve disponible (notamment primes liées au capital) taux 10% du bénéfice à répartir. Elle cesse d'être obligatoire lorsque son montant atteint 20% du montant du capital.

- ▣ Les réserves réglementées : consécutives à l'octroi de subventions d'investissement : le compte souvent ouvert lorsque la convention de subvention prévoit :
  - La constitution par l'entreprise subventionnée d'une réserve de montant déterminé eu égard à la subvention.
  - Le maintien d'une telle réserve au passif du bilan pendant une période déterminée.
- ▣ Les statuts peuvent prévoir la création d'une réserve dite statutaire. La création de cette réserve limite la distribution de bénéfices trop importants et consolide la gestion de la société.

- ▮ En vue de réaliser les objectifs de la société, l'Assemblée générale ordinaire des actions actionnaires, peut décider la création d'une réserve facultative et prévoir son montant.
- ▮ Réserves occultes « Goodwill » : n'apparaissent pas au bilan c'est le cas des valeurs incorporelles générées par le fonds commercial (clientèle...) seulement, en cas de rachat de l'entreprise elles apparaissent au bilan.

## ▮ Réserves latentes :

Contrairement aux réserves occultes, les Etats Financiers font référence à leur existence mais sans les évaluer. C'est le cas des terrains figurant au bilan à leur coût historique (valeur d'entrée) alors que leur valeur actuelle est largement supérieure. Il en est de même pour le matériel complètement amorti mais continuant à fonctionner dans l'entreprise.

## 2-2 Part distribuée aux Associés : Dividendes

Les associés reçoivent un dividende qui comprend :

- ▣ Le premier dividende ou l'intérêt statuaire. Il est calculé sur le capital libéré et non amorti. Le taux d'intérêt statuaire est au taux annuel et est calculé au prorata Temporis.
- ▣ Le second dividende ou superdividende.

## 2-3 Le report à nouveau

C'est la partie du bénéfice non distribué, non affecté au compte de réserves. Ce report à nouveau peut provenir :

- ▮ Soit de la fixation à un chiffre arrondi
- ▮ Soit de la décision de laisser une partie des bénéfices en attente.
- ▮ Le report à nouveau antérieur peut être bénéficiaire (créditeur), dans ce cas, il vient en augmentation du bénéfice à distribuer, mais n'entre pas dans le calcul de la réserve légale.
- ▮ Le report à nouveau peut être déficitaire, dans ce cas, il vient en diminution du résultat de l'exercice pour constituer le bénéfice à repartir, base de calcul de la réserve légale.

Remarque : le résultat déficitaire est soldé par virement au compte report à nouveau.

### 3- Tableau de répartition des sociétés de capitaux

La répartition des bénéfices, se fait sous forme de tableau, le bénéfice ainsi réparti est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés. Cette Assemblée fixe la date de mise en paiement des dividendes, dans les neuf (9) mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Résultat net (N)		A
Report à nouveau débiteur (N-1)		-B
Bénéfice à Répartir		C
Réserve légale	À calculer	-D
Solde 1		E
Réserve statutaire	À calculer	-f
Solde 2		H
Report à nouveau créditeur (N-1)		+ B'
Bénéfice Distribuable		I
Intérêt statutaire	À calculer	-J
Solde 3		K
Réserve règlementée		-l
Solde 4		M
Réserve facultative		-N
Solde 5		O
Superdividende	À calculer	-P
Report à nouveau (N)		Q

Ou

131		Résultat net	A	
121		Report à nouveau créditeur (N-1)	B'	
	111	réserve légale		D
	112	réserve statutaire		F
	113	réserve règlementée		L
	118	réserve facultative		N
	121	report à nouveau créditeur (N)		Q
	129	report à nouveau débiteur (N-1)		B
	465	Associés, dividendes à payer (brut)		J+p
		Assemblée Gén. Ord répartition bénéfice		
465		Associés, dividendes à payer	brut	
	4424	Etat, impôts et taxes recouvrables sur associés		Retenue net
	4621	Associés, comptes courants		
		Mise à disposition des dividendes		
4621		Associés, comptes courants	net	
	5211	Banque		Net

- **MODIFICATIONS DU CAPITAL**
- **Cadre comptable**
- **101 Capital Social**
  - 1011 Capital souscrit, non appelé
  - 1012 Capital souscrit, appelé, non versé
  - 1013 Capital souscrit, appelé, versé, non amorti
  - 1014 Capital souscrit, appelé, versé, amorti
  - 1018 Capital souscrit, soumis à des conditions particulières
- **105 Primes liées aux capitaux propres**
  - 1051 Primes d'émission
  - 1052 Primes d'apport
  - 1053 Primes de fusion
  - 1054 Primes de conversion
  - 1058 Autres primes

- **109 Actionnaires, capital souscrit, non appelé**
- **11 Réserves**
- **111 Réserves légales**
- **112 Réserves statutaires ou contractuelles Réserves**
- **113 Réserves réglementées**
- **118 Autres réserves**
- **1181 Réserves facultatives**
- **1182 Réserves diverses**

## **12 Report à nouveau**

**121 Report à nouveau créditeur**

**129 Report à nouveau débiteur**

## **13 Résultat net de l'exercice**

**131 Résultat net : bénéfice**

**139 Résultat net : perte**

Frais de modification du capital

## **46 Associés et groupes**

**461 Associés, opérations sur le capital**

4611 Associés, apports en nature  
4612 Associés, apports en numéraire  
4613 Associés, capital souscrit appelé non versé  
4614 Associés, capital appelé non versé  
4615 Associés, versements reçus sur augmentation capital  
4616 Associés, versements anticipés  
4617 Actionnaires défaillants  
4618 Associés, autres apports  
4619 Associés, capital à rembourser  
462 Associés, comptes courants  
467 Actionnaires, restant dû sur capital appelé

# 1- Généralités

Les modifications de capital sont fréquentes, au cours de la vie d'une société. Lors de la constitution des sociétés, le capital social est fixé à un certain montant qui représente la valeur des apports effectués. Alors que, dans une entreprise individuelle, l'exploitant dont le patrimoine est confondu avec celui de l'entreprise, peut librement modifier son capital. Les associés ne peuvent quant à eux, faire varier, sans formalités particulières, le capital social. Il est cependant parfois nécessaire d'augmenter le capital ou de le réduire. Ses modifications d'une grande importance pour les associés et les tiers, ont des implications financières et comptables particulières. Elles sont également soumises à des règles juridiques (conditions de fond et de forme) et à des règles fiscales (droits d'enregistrements à payer).

## **2- Augmentation du capital social**

On peut en fait, distinguer quatre types d'augmentation que nous allons étudier en nous plaçant tout d'abord dans le cadre de la société anonyme pour laquelle ces opérations sont les plus fréquentes.

### **2-1 Augmentation par rapport en Numéraire**

Cette augmentation nécessite que l'ancien capital soit entièrement libéré.

## 2-1-1 Terminologie

- ▮ **Valeur nominale (VN)** : c'est la valeur de l'action acquise au moment de la constitution.
- ▮ **Prix d'émission (E)** : c'est le prix auquel l'action a été émise dans le cadre d'une augmentation de capital.
- ▮ **Valeur avant augmentation (V1)** : c'est la valeur réelle de l'action au moment de l'évaluation.
- ▮ **Prime d'émission (PE)** : c'est la différence entre le prix d'émission et la valeur nominale de l'action.
- ▮ **Emission au pair** : **prix d'émission = valeur nominale**
- ▮ **Emission au-dessus du pair** : **si prix d'émission > valeur nominale**
- ▮ **Emission en dessous du pair** : **pratique non réglementaire**

## **2-1-2 Droit préférentiel de souscription (ds)**

Le prix d'émission étant de façon générale fixé à un montant inférieur à la valeur réelle de l'action ( $VN < E < V1$ ), l'augmentation de capital a en général pour effet de réduire la valeur de chaque action. Aux anciens actionnaires, on donne un droit dit préférentiel de souscription pour atténuer l'effet de cette lésion. Ainsi ils ont le droit de souscrire à l'augmentation de capital proportionnellement aux nombres d'actions qu'ils détiennent avant l'admission de nouveaux actionnaires. Toutefois ce droit est librement cessible. La justification de qualité d'actionnaire se fait soit par la présentation d'un coupon, détaché de l'action, soit par un certificat de droits pour les actions déposées en banque.

Cependant le droit préférentiel de souscription ne fait l'objet d'aucune écriture comptable au sein de la société émettrice. Mais l'actionnaire cédant enregistre le produit de la vente en produits accessoires tandis que l'acheteur le comptabilise dans le coût d'acquisition de ses titres de participations.

### Calcul du droit de souscription (ds)

#### **a) Position de l'ancien actionnaire**

N actions anciennes à  $V1 \square NV1$

N' actions nouvelles émises à  $E \square N'E$

-----

N + N'

-----

NV1 + N'E

Valeur mathématique après augmentation (V2)

NV1 + N'E

V2= -----

N + N'

ds= V1 – V2

ds = V1 – NV1 + N'E

-----

N + N'

ds = NV1 + N'V1- NV1 – N'E

-----

N + N'

ds= (V1- E) N'

-----

N + N'

## **b) Position Actionnaire nouveau (achat de ds)**

N actions anciennes □ N' actions nouvelles

$$E + N \cdot ds = V^2$$

---

N'

$$N \cdot ds = V^2 - E$$

----

N'

$$ds = (V^2 - E) \frac{1}{N'}$$

-----

N

Remarque : le droit de souscription et la prime d'Emission ont des comportements inverses c'est-à-dire : **droit maximum**  $\square$  **Prime nulle**

**Prime maximum**  $\square$  **droit nul**

**Application :**

extrait de la balance d'une SA les soldes créditeurs suivants :

101 Capital social	20 000 000 F (actions de 10 000 F)
11 Réserves	8 000 000 F

L'assemblée générale extraordinaire de la SA décide d'augmenter le capital par émission de 1 000 actions nouvelles à 12 500 F.

**Travail à faire** : déterminer la valeur du droit de souscription

**Solution** :

Nombre d'actions anciennes = 2 000 AA

Nombre d'actions nouvelles = 1 000 AN

Valeur mathématique avant augmentation :  $V1 = 28\,000\,000 / 2\,000$

$$V1 = 14\,000 \text{ F}$$

**Position ancien actionnaire**

2 000 AA □      28 000 000F (NV1)

1 000 AN □      12 500 000F (N'E)

-----

3 000 actions      40 500 000F

Valeur mathématique après augmentation :  $V2$

$$V2 = 40\,500\,000\text{F} / 3000 = 13\,500\text{F}$$

$$ds = 14\,000\text{F} - 13\,500\text{F} = 500\text{F}$$

$$ds = (14\,000 - 12\,500) \text{ 1000}$$

$$\begin{array}{r} \text{-----} \\ 2000 + 1000 \end{array} = 500\text{F}$$

## Position actionnaire nouveau

2 000 actions anciennes  $\square$  1000 actions nouvelles

2ds  $\square$  1 action nouvelle

$$12\,500F + 2\,ds = 13\,500F$$

$$ds = 13\,500F - 12\,500F/2$$

$$ds = 500\,F$$

## 2-1-3 Comptabilisation

### a) Cas de libération intégrale immédiate

4615		Actionnaires, versements reçus sur augmentation de capital
	1013	Capital souscrit, appelé, versé
	1051	Prime émission
		AGE/décision d'augmenter le capital
-----		
521		Banque
	4615	Actionnaires, versements reçus sur augmentation de capital libération

- ) Soient enregistrés dans des comptes de charge par nature puis transférés à l'inventaire dans le compte 2015 puis amortis sur 5 ans au maximum de manière directe.
- ) Soient imputés sur la prime d'émission
- ) Leur présence au bilan n'interdit pas les distributions de dividendes à la différence des frais de constitution.

## b) Cas de libération partielle

La prime d'émission est libérée intégralement et immédiatement

109		Actionnaires, capital souscrit, non appelé
4615		Actionnaires, versements reçus sur augmentation de capital
	1011	Capital souscrit, non appelé
	1013	Capital souscrit, appelé, versé
	1051	Prime d'émission
		Souscription
		-----
521		Banque
	4615	Actionnaires, versements reçus sur augmentation de capital
		Libération

### Application

Une SA au capital composé de 2000 actions de valeur nominale de 10 000F et de valeur mathématique 14 000F, décide d'émettre 1000 actions nouvelles au prix de 12 500F libérés du minimum légal à la banque.

Travail à faire : Ecritures au journal de la SA.

109		Actionnaires, capital souscrit, non appelé	7500 000	
4615		Actionnaires, versements reçus sur augmentation de capital	5 000 000	
		Capital souscrit, non appelé		7 500 000
	1011	Capital souscrit, appelé, versé		2 500 000
	1013	Prime d'émission		2 500 000
	1051	Souscription		
		-----		
521		Banque		
		Actionnaires, versements reçus sur augmentation de capital	5 000 000	
	4615	Libération		5 000 000

## 2-1-4 Intervention des banques

Dans le cas d'intervention des banques pour le placement des titres pour la réalisation d'une opération d'augmentation de capital, la procédure retenue est la suivante :

- ▮ La banque place provisoirement des bons de souscription et les sommes reçues dans le compte banque au fur et à mesure des opérations. Après placement du dernier bon de souscription, la société réalise de façon effective son augmentation de capital.
- ▮ En comptabilité, on passe les écritures suivantes

521		Banque
	4615	Actionnaires, versements reçus sur augmentation de capital
		Placement des bons
		-----
4615		Actionnaires, versements reçus sur augmentation de capital
	1013	Capital souscrit, appelé, versé
	1051	Réalisation prime Emission

## a) Souscription à titre irréductible

les souscriptions sont constatées par un bulletin de souscription signé par le souscripteur, après que celui-ci ait justifié de la possession du nombre de droits nécessaires. Tous les détenteurs de droits (anciens actionnaires ou acquéreurs de droits) peuvent donc souscrire un nombre d'actions proportionnel au nombre de droits dont ils disposent. Ces souscriptions sont dites faites à titre irréductible. Exemple :

- ▣ Si l'on émet 5000 actions nouvelles pour 10 000 anciennes, la présentation de 2 droits permettra de souscrire une action nouvelle.
- ▣ Si l'on émet 3000 actions nouvelles pour 10 000 anciennes, la présentation de 10 droits permettra de souscrire trois (3) actions nouvelles.

NB: si l'on n'a pas un multiple exact du nombre de droits de base, il y a ce que l'on appelle des rompus. Cela donne naissance à des transactions entre actionnaires ou détenteurs de droits de souscription.

### **b) Souscription à titre réductible**

Du fait même de l'existence des rompus et aussi très souvent parce que tous les actionnaires ne font pas usage de leurs droits et ne les cèdent pas (si par exemple ces droits sont de faible valeurs), tous les droits nécessaires à la souscription de la totalité des actions nouvelles ne sont pas présentés. C'est aussi le cas d'un nombre d'actions demandées et pour lesquelles, l'actionnaire n'a aucun droit de souscription.

### c) Principes de la réalisation du partage

- 1<sup>ère</sup> partage : la demande de chaque actionnaire sera satisfaite à concurrence de la partie irréductible.
- 2<sup>ème</sup> partage : après le 1<sup>er</sup> partage, le reste des actions sera souscrit à titre réductible. Il sera partagé entre les actionnaires dans la limite des besoins exprimés.
- Autres partage : d'autres partages pourront être nécessaires avec les mêmes principes que le 2<sup>ème</sup>.

Exemple :

Nombre d'actions anciennes : 800 AA = 4 droits pour 1 action nouvelle

Nombre d'actions nouvelles : 200 An = 4 droits pour 1 action nouvelle

Autres renseignements donnés dans le tableau

Actionnaires	Actions possédées	Actions demandées
A	100	80
B	200	50
C	300	150
D	60	-
E	140	100
Totaux	800	380

Travail à faire : procéder à la réalisation du partage

NB: calculs arrondis à l'unité la plus proche

Actionnaires	Droits irréductibles	Souscription 1 <sup>er</sup> partage	Souscription 2 <sup>ème</sup> partage	Total
A	25	25	3	28
B	50	50	-	50
C	75	75	8	83
D	15	-	-	-
E	35	35	4	39
Totaux	200	185	15	200

## 2-2 augmentation par incorporation de réserves, primes, report à nouveau

Une telle opération permet d'améliorer l'image financière de la société vis-à-vis des tiers. Les différentes réserves figurant au bilan peuvent en principe être utilisées.

Exemple : les capitaux propres d'une SA se présentent ainsi :

Capital social        100 000 000F (actions de 10 000F)

Réserves légale        8 000 000F

Réserve facultative 52 000 000F

Report à nouveau    1 000 000F

-----

161 000 000F

Les dirigeants convoquent une assemblée générale extraordinaire pour porter le capital à 140 000 000F par incorporation de report à nouveau et d'une partie de la réserve facultative. Le traitement comptable entraîne deux cas possibles.

## 2-2-1 augmentation de la valeur nominale des actions

Le nombre d'actions ne change pas mais la valeur nominale passe de 10 000F à 14 000. l'actif net et la valeur mathématique ne change pas.

$$V1 = 161\,000\,000\text{F} / 10\,000$$

$$V1 = 16\,100\text{ F}$$

Une telle solution n'est pas fréquente

## 2-2-2 distribution d'actions gratuites

La valeur nominale des actions est inchangée soit 10 000F

Variation du capital = 140 000 000F – 100 000 000F

Variation du capital = 40 000 000F

Nombre d'actions gratuites :  $AG = 40\,000\,000 / 10\,000$

Nombre d'actions gratuites = 4 000 actions

Cette fois-ci l'actif net ne change pas mais la valeur mathématique après distribution d'actions gratuites change et diminue même.

$V1 = 161\,000\,000 / 10\,000 = 16\,100F$

$V2 = 161\,000\,000 / 14\,000 = 11\,500F$

Une telle opération entraîne le calcul d'un droit d'attribution (da). L'actionnaire qui n'a pas le droit requis ou qui ne veut pas recevoir d'actions, peut céder ses droits dans les mêmes conditions que l'action. Pour fixer le prix, deux points de vues sont à examiner.

a) Position ancien actionnaire

N actions anciennes à V1

NV1

N'' actions gratuites

-

-----

-----

N+N''

NV1

D'où  $V2 = NV1 / (N + N'')$

da = V1 - V2

da = V1 - NV1

-----

N+N''

da = NV1 + N''V1 - NV1

-----

N + N''

da = V1                      N''

-----

N+N''

AN: da = 161 000 x 4000 / 10 000 + 4000

da = 4600 F

### b) Position nouvel actionnaire (achat de da)

N actions anciennes □ N'' actions gratuites

N da = V2

-----

N''

da= V2 N''

-----

N

AN: da= 11 500 x 4000 / 10 000

da= 4600 F

### 2-2-3 comptabilisation

105		Primes liées au capital
1181		Réserves facultatives
121		Report à nouveau
	1013	Capital souscrit, appelé, versé
		A.G décision d'augmentation du capital

➤ AN :

1181		Réserves facultatives	39 000 000	
121		Report à nouveau	1 000 000	
	1013	Capital souscrit, appelé, versé		40 000 000
		Augmentation du capital		

- NB : possibilité de faire une combinaison entre augmentation de la valeur nominale et distribution d'actions gratuites
- **2-3 Augmentation par apport en nature**
- Les apports de bien isolés sont rares et c'est plus souvent dans le cadre d'absorption qu'ont lieu de telles opérations. Pour les simples augmentations de capital, l'opération est réalisée simplement car il n'y a pas de droit préférentiel de souscription (il n'y a d'ailleurs pas de souscription).
- Les droits des actionnaires anciens sont préservés parce que les actions nouvelles sont en principe émises à leur valeur réelle entraînant une prime d'apport maximale. Il est procédé comme suit :
- Les apports sont évalués
- La valeur de l'action de la société bénéficiaire des apports est calculée ou estimée.
- Le nombre d'actions créées est égal au quotient : valeur des apports / valeur réelle de l'action
- La comptabilisation devient :
- La valeur des biens apportés est inscrite au débit des comptes correspondants et les dettes éventuelles prises en charge, sont inscrites au crédit des comptes concernés.
- En contrepartie la valeur nette des apports est créditée :
- Au compte 1013 capital souscrit, appelé, versé pour la valeur nominale des actions créées ou 101 Capital social.
- Au compte 1052 prime d'apport pour le complément.

4615		Actionnaires, versements reçus sur augmentation de capital
.....	1013	Capital souscrit, appelé, versé
	1052	Prime d'apport
		Souscription
		-----
.....		Compte concerné
	4615	Actionnaires, versements reçus sur augmentation de capital
		Libération

NB: possibilité d'enregistrer directement la libération

Exemple :

Un bâtiment d'une valeur de 36 000 000F (dont le tiers représente la valeur du terrain) est apporté en augmentation de capital s'une SA de valeur nominale 10 000F et de valeur mathématique réelle 15 000F. Le bâtiment est grevé d'une hypothèque de 6 000 000F.

Travail à faire : écriture relative à cette augmentation

Solution

Nombre d'actions créées :  $30\,000\,000 / 15\,000 = 2000$  actions

Augmentation du capital d'une valeur de :  $2\,000F \times 10\,000 = 20\,000\,000F$

Prime d'apport «  $30\,000\,000F - 20\,000\,000F$  » = 10 000 000F

223		Terrain bâti (36 000 000/3)	12 000 000	
231		Bâtiment	24 000 000	
	1013	Capital souscrit, appelé, versé		20 000 000
	1052	Prime d'apport		10 000 000
	162	Emprunt		6 000 000
		Augmentation du capital		

## 2-4 augmentation par conversion de dettes

Cette opération fait disparaître des dettes parfois contraignantes ; mais en réalité, il faut distinguer deux types d'opérations :

- ▢ Les conversions de dettes que la société aurait des difficultés à honorer. Cela risque parfois d'entraîner un changement de majorité dont les anciens dirigeants seront les victimes.
- ▢ Les conversions d'obligations émises préalablement dans cette perspective d'échange. Il y a eu dans ce cas des opérations concertées visant à favoriser l'accès au marché financier pour l'augmentation de capital.

Pour les dettes non obligataires, l'analyse est la suivante :

- ▢ La société réalise une augmentation de capital, les actions étant émises à une valeur convenue avec les créanciers (valeur nominale ou avec une prime de conversion).
- ▢ Les actions sont libérées par une compensation des dettes.

➤ L'écriture au journal devient :

4615		Actionnaires, versements reçus sur augmentation de capital
	1013	Capital souscrit, appelé, versé
	1054	Prime de conversion
		Souscription
		-----
.....		Compte de dette concernée
	4615	Actionnaires, versements reçus sur augmentation de capital
		libération

- Exemple 1 :
- Le fournisseur d'investissement accepte de recevoir 5000 actions de valeur nominale 10 000F avec une valeur estimée à 13 000F en remboursement de la dette de la société qui s'élève à 65 000 000F.
- Travail à faire : Ecritures au journal

481		Fournisseurs d'investissement	65 000 000	
	1013	Capital souscrit, appelé, versé		50 000 000
	1054	Prime de conversion		24 000 000
		Conversion		

### Exemple 2 :

Une SA signe un emprunt obligataire convertible de 900 000 000F. Obligations de 30 000F émises et remboursables au pair et convertibles au gré des porteurs sur la base de 5 obligations pour 6 actions de nominal 24 000F.

Les porteurs de 20 000 obligations demandent la conversion de leurs titres en part de capital.

Travail à faire : Ecriture relative à cette conversion

1612		Emprunts obligataires convertibles (20 000 x 30 000F)	600 000 000	
		Capital souscrit, appelé, versé (24 000 x 24 000)		
	1013	Prime de conversion		576 000 000
	1054	Conversion de 20 000 obligations en action		24 000 000

### 2-5 cas particulier de la double augmentation

L'augmentation du capital peut être réalisée par une émission en numéraire associée à une incorporation de réserves : ces augmentations peuvent être successives ou simultanées :

#### 2-5-1 successive

Il est conseillé de faire attention à l'ordre dans lequel s'effectuent les opérations (numéraire puis incorporation de réserves ou vice versa). Il faut suivre scrupuleusement le texte.

## Démarche de résolution :

$V1$  = valeur mathématique / augmentation ds  
 $= V1 - V2$  ou  $(V2 - E) \times N' / N$

$V2 = NV1 + N'E/N + N'$

$V3 = NV1 + N'E / N + N' + N''$  da  
 $= V2 - V3$  ou  $V3 \times N'' / N + N'$

## 2-5-2 Simultanée

L'opération est dite simultanée quand toutes les modalités d'augmentation se font en même temps. Démarche de résolution

$V1$  : valeur mathématique avant  $V1 - V2 = ds$   
+ da  $ds = (V2 - E) N' / N$

$V2 : NV1 + N'E/N + N' + N''$   
 $da = V2 \times N'' / N$

## Application :

Soit une SA au capital de 50 000 000F (actions de 10 000F). L'extrait du bilan nous donne :

111 réserve légale                      5 000 000F

1181 Réserve facultative      65 000 000F

Les actionnaires réunis en assemblée générale décident de doubler le capital en procédant par :

- ▣ Une émission de 2500 actions nouvelles au prix de 12 000 F libérées du quart.

- ▮ Une incorporation de réserves facultatives entraînant la distribution de 2500 actions gratuites de nominal 10 000F.

Travail à faire :

- 1- En supposant le cas d'opérations successives, calculer la valeur du ds et da.
- 2- En supposant le cas d'opérations simultanées, calculer la valeur des deux droits (ds, da).
- 3- Ecritures de comptabilisation

## 1- successive

$$V1 : 120\,000\,000 / 5000 = 24\,000F$$

$$V2: 120\,000\,000 (2500 \times 12\,000) / 7500 = 20\,000f$$

$$V3 : 150\,000\,000 / 10\,000 = 15\,000f$$

$$Q1 : 2\,500 / 5000 = \frac{1}{2}$$

$$2\,AA \square 1\,AN \text{ ou } 2ds \square 1\,AN$$

$$Q2 : 2500 / (5000 + 2500) = 1/3 \text{ ou } 3\,AA \square 1\,AG$$

$$ds : 24\,000 - 20\,000 = 4000\,F$$

$$\text{Ou } ds = 20\,000 - 12\,000 \times \frac{1}{2} = 4000$$

$$da = 20\,000 - 15\,000 = 5\,000F \text{ ou } da = 15\,000 \times 1/3 = 5000\,F$$

## 2-Simultanée

$$V1 = 24\ 000F$$

$$V2 = 15\ 000F$$

$$Q1 = 2500/5000 = \frac{1}{2} \Rightarrow 2AA \Rightarrow 1\ AN$$

$$Q2 = 2500/5000 = \frac{1}{2} \Rightarrow 2AA \Rightarrow 1\ AG$$

$$ds = (15\ 000 - 12\ 000) \times \frac{1}{2} = 1500F$$

$$da = 15\ 000 \times \frac{1}{2} = 7500F$$

$$24\ 000 - 15\ 000 = 9000F$$

	ds	da	total
Successive	4000	5000	9000
Simultanée	1500	7500	9000

### **3- Amortissement et la réduction du capital**

Le capital d'une SA représente la garantie de ses créanciers. Ce capital peut, sous réserve de l'accomplissement de certaines formalités juridiques, être réduit ou amorti. La loi protège les créanciers antérieurs de la société en prévoyant l'inopposabilité de cette décision. Les créanciers disposent donc d'un délai de 30 Jours pour faire opposition à la décision de réduction du capital. Cette opposition doit se faire devant le tribunal du lieu du siège social de la société anonyme. Le tribunal peut :

- ▮ Rejeter l'opposition
- ▮ Demander la constitution d'une garantie
- ▮ Ordonner le remboursement immédiat des créances.

### 3-1 Réduction du capital

Elle peut être motivée, soit :

- ▮ Par des pertes trop importantes
- ▮ Par un capital trop élevé pour l'importance des affaires traitées par la société

Si le résultat de l'exercice est un déficit trop important pour la société, et que les résultats futurs escomptés ne facilitent pas un assainissement de la situation financière, la société peut procéder à la réduction de son capital.

Le procédé de l'assainissement du capital est le plus souvent utilisé, lorsque les réserves sont insuffisantes. Ainsi la société peut diminuer la valeur nominale des actions sans changer le nombre d'actions, ou bien elle peut diminuer le nombre d'actions sans modifier la valeur nominale.

Remarque :

- Cette opération qui est purement comptable ne nécessite pas un remboursement aux actionnaires.

L'assainissement du capital peut permettre à une société de procéder à une augmentation ultérieure du capital.

- C'est ce qu'on appelle le « coup d'accordéon ». En effet, il est inconcevable de demander à un nouvel actionnaire de faire partie d'une société mal gérée, avec des pertes importantes. Pour attirer de nouveaux actionnaires, il est nécessaire d'assainir la situation financière de la société c'est-à-dire réduire le capital dans un premier temps afin d'absorber les pertes et ensuite procéder à une augmentation du capital souhaité, en émettant les nouvelles actions au pair.
- L'opération dite « coup d'accordéon » fait absorber par les anciens actionnaires la perte, afin de permettre à un nouvel actionnaire d'être intéressé par la société et l'aider à sortir de la situation financière où elle se trouve. Cette opération d'assainissement financier est souvent exigée par les créanciers acceptant la transformation de leurs créances en actions.
- Article 143 du droit OHADA interdit la distribution par prélèvement sur les réserves si cette opération entraîne des  $K \text{ propres} < K + \text{Réserves indispensables}$ .
- **3-1-1 Réduction motivée par des pertes importantes**

- **Exemple :** soit une SA dont le capital s'élève à 20 000 000F constitué par des actions de valeur nominale 20 000F. Ne pouvant faire face à des investissements nouveaux en raison des pertes de plus en plus importantes, l'assemblée générale extraordinaire décide de ramener la valeur nominale de chaque action à son minimum légal, afin de compenser les pertes importantes.
- **3-1-2 Réduction motivée par un capital trop important (sur abondance)**

Lors de la création d'une société, il peut arriver que les associés fixent un capital qui s'avère trop important pour l'activité prévue. Les bénéfices dégagés sont trop faibles pour rémunérer correctement le capital social engagé. La rentabilité du capital social est insuffisante. Le capital est donc trop important. L'assemblée générale<sup>97</sup> extraordinaire peut décider de sa réduction.

1013		Capital souscrit, appelé, versé
	129	Report à nouveau débiteur
	139	Résultat net : perte
		Absorption des pertes

1013		Capital souscrit, appelé, versé
	4619	Associés, capital à rembourser
		Réduction de capital
		-----
4619		Associés, capital à rembourser
	5211	Banque
		Remboursement aux actionnaires

é  
e

capital de la façon suivante :

La partie non libérée ne sera plus appelée

La valeur nominale des actions sera ramenée à son minimum légal

Travail à faire : Enregistrer les opérations nécessaires

### **3-2 Amortissement du capital**

L'amortissement du capital a pour but de procéder au remboursement anticipé de ce capital. L'amortissement du capital est un procédé très utilisé par les entreprises concessionnaires quand les actifs exploités doivent revenir à la fin de la concession au concédant. Ce procédé est utilisé par des sociétés qui exploitent des biens tarissables (puits de pétrole, carrières, minerais). L'amortissement laisse le capital intact ; reconstitué par les réserves. La garantie des créanciers ne change pas. Seul le compte capital social est scindé en 2 :

Capital social non amorti et capital social amorti dans le cas d'un amortissement partiel. Les actionnaires reçoivent à la place des actions remboursées « une action de jouissance » qui donne:

- ▢ Le droit de vote aux Assemblées Générales
- ▢ Le droit au superdividende
- ▢ Le droit aux actions gratuites

NB: il perd le droit à l'intérêt statuaire, au remboursement des actions en cas de liquidation. Les actionnaires reçoivent en plus des actions de jouissances, (différentes actions de capital) de l'argent frais prélevé dans les comptes de réserves autres que la réserve légale. La distribution des actions de jouissance est la conséquence des sommes prélevées sur le bénéfice et non distribué aux actionnaires et qui sont mises en réserves.

Exemple : soit une SA dont le bilan simplifié en milliers de francs se présente comme suit :

<b>Immobilisation</b>	<b>30 000</b>	<b>Capital social (actions de 25 000F)</b>	<b>35 000</b>
<b>Valeurs réalisables</b>	<b>14 000</b>	<b>Réserves</b>	<b>15 000</b>
<b>Valeurs disponibles</b>	<b>16 000</b>	<b>Dettes aux fournisseurs</b>	<b>10 000</b>
	-----		-----
	<b>60 000</b>		<b>60 000</b>

L'assemblée générale extraordinaire décide le remboursement anticipé de ces actions par amortissement partiel du capital à raison de 5000F par action. Le règlement est fait par chèque bancaire.

Travail à faire : Ecritures correspondantes

Nombre d'actions :  $35\,000\,000 / 25\,000 = 14\,000$  actions

Montant d'amortissement =  $14\,00 \times 5\,000 = 7\,000\,000$ F